

Macron : après Notre-Dame, l'heure du bilan

Article rédigé par *Atlantico*, le 20 avril 2019

Trêve ou flottement au sommet ? Quoi qu'il en soit, voilà les 5 questions de fond auxquelles Emmanuel Macron devra absolument répondre s'il veut reprendre la main. Alors que la trêve suite à l'incendie de Notre-Dame semble prendre fin, le Président devrait répondre aux gilets jaunes dans les prochains jours.

Avec [Nicolas Goetzmann, Christophe Bouillaud, Philippe Crevel](#)

Atlantico : La France est-elle affectée par une crise de l'offre ou de la demande ?

Nicolas Goetzmann : Cette question est fondamentale, parce qu'elle conditionne l'ensemble de la politique économique du gouvernement, mais également la politique européenne. Depuis le début de son quinquennat, et comme François Hollande avant lui, Emmanuel Macron mène une action qui part du principe que la France souffre d'une crise de l'offre qui doit être traitée par le biais de réformes structurelles, et dont la loi travail en est l'exemple parfait. C'est la ligne du gouvernement qui considère que l'économie française est structurellement inadaptée : c'est l'offre le problème.

Le bémol est que les mesures annoncées par le président au mois de décembre sont plutôt de nature à traiter une crise de la demande (on donne une réponse à une conjoncture défavorable) parce qu'elles viennent soutenir le portefeuille des classes moyennes. Cependant, ces mesures ont plus été une tentative d'adresser une réponse temporaire à une crise qu'un changement de diagnostic, Emmanuel Macron se fie encore à l'idée que le pays souffre d'une crise de l'offre.

Toutefois, si comme de nombreux économistes le disent - contrairement à Emmanuel Macron - le pays est touché par une forte crise de la demande - ce qui bouleverse le diagnostic - alors les réformes Macron seront simplement inopérantes, voire même contre productives. La question est donc essentielle et conditionne finalement tout.

Parce que dans le cas où l'Europe accuserait un manque de demande (une conjoncture durablement fragile) alors la solution est une relance monétaire (un changement de mandat de la BCE par exemple) coordonnée avec une relance budgétaire au niveau européen. Ce qui est parfaitement opposé à ce qui est idéologiquement proposé aujourd'hui en Europe. Il est donc possible que, et l'Europe, et le gouvernement, soient totalement passés à côté du problème économique réel.

Et pourtant. Une crise de l'offre se caractérise généralement par une faible croissance et une inflation en progression rapide, ce qui montre que la structure de l'économie (l'offre) n'est plus capable d'absorber la demande, alors qu'une crise de la demande se caractérise par une faible croissance, une faible inflation, et un taux de chômage élevé. Tout semble indiquer que c'est bien le second diagnostic qui correspond le plus à la réalité, et qu'il existe donc une erreur fondamentale dans l'approche. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe aucun problème concernant l'offre, mais qu'il ne s'agit tout simplement pas du problème principal auquel nos économies européennes sont confrontées.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3570790/treve-ou-flottement-au-sommet--quoiqu-il-en-soit-voila-les-5-qu>

20/04/2019 07:00